



Clichy, 10 novembre 2011

Communiqué de presse

Les enseignes de la distribution spécialisée de produits culturels membres du SDLC protestent vigoureusement contre le choix du gouvernement de porter le taux de TVA réduit applicable au livre à 7% au 1er janvier 2012.

Si la mesure s'inscrit dans le cadre non contestable du plan général de redressement des finances publiques, il convient d'alerter le gouvernement quant à ses effets dangereux sur l'économie du livre et, plus largement, sur l'accès à la diversité éditoriale par les consommateurs.

Le marché du livre, pour la première fois depuis de nombreuses années, connaît un déclin en librairies en 2011. Ce déclin a pour conséquence une fragilisation de nos enseignes qui doivent absorber une augmentation de leurs charges (loyers, salaires, ...) avec une marge réduite. De plus, ce déclin est en partie dû à une baisse de consommation des Français, qu'une augmentation des prix (via la hausse de la TVA) ne pourra qu'amplifier.

Pour les libraires que nous représentons, cette augmentation va bouleverser l'économie des stocks dont il est avéré, dans la chaîne du livre, qu'elle est dépendante des délais de rotation du produit. Des stocks acquis avec une TVA à 5,5% généreraient pour nous des pertes importantes dès lors qu'ils seraient vendus à un taux relevé à 7%. De manière pratique, une augmentation de la TVA applicable au 1^{er} janvier 2012 créerait des problèmes insurmontables sur un marché où le prix des livres est imprimé.

Au moment où les libraires des Grandes Surfaces Spécialisées investissent massivement dans la distribution de livres numériques et doivent affronter des concurrents étrangers, de taille mondiale, bien plus puissants qu'eux, établis fiscalement dans des pays où ils bénéficient d'un régime de TVA plus favorable sur le livre numérique, une telle mesure, prise sans concertation, nous paraît devoir être réexaminée à l'aulne des enjeux du marché du livre.

* * *

Le SDLC est composé de Virgin Stores, FNAC, Starter, Cultura, Le Furet du Nord et Decitre.

Contact presse :

Olivier Hugon-Nicolas
01.55.90.86.69
olivier.hugonnicolas@sdlc.fr